

Aujourd'hui encore, malgré l'invasion du Laos et les négociations tortueuses de Pan Mun Jon, il est difficile de prévoir, si l'offensive de paix qui s'est dessinée à Moscou depuis la mort de Staline a une signification politique ou de pure propagande. Un seul fait apparaît clair, c'est que cette offensive avait pour but de sonder les intentions de Washington et la solidité de l'alliance occidentale. Les Communistes sur ce point sont suffisamment renseignés.

L'offensive au Laos.

A Pan Mun Jon d'abord, il apparaît que le Gouvernement américain tout en ménageant d'une part l'opinion internationale qui désire une détente et l'opinion aux Etats-Unis anxieuse de voir la fin du conflit coréen, n'est pas prêt à payer de concessions la conclusion d'un armistice. Tant qu'un accord n'est pas signé le seul centre productif de l'industrie chinoise, la Mandchourie reste exposé à la destruction par l'aviation américaine. Si les Chinois veulent terminer la guerre il faut qu'ils en passent par les exigences de Washington et c'est bien ce qu'ils semblent disposés à faire en ce moment.

Les négociations en Corée.

D'autre part, la poussée des troupes d'Ho Chi Minh vers la frontière Siamoise a provoqué une réaction non équivoque à Washington. Les Etats-Unis ne peuvent laisser l'Asie du Sud-Est tomber aux mains des Communistes. Dulles l'a affirmé et il n'était pas nécessaire qu'il le dise pour qu'on en soit assuré. Le Siam de son côté qui a sur son territoire des milliers de réfugiés Vietnamiens sympathisants du Viet-Min s'est senti menacé à ses frontières et d'autre part la situation du Maréchal Phibul n'est pas très solide. Des hostilités, même limitées aux régions périphériques, pouvaient avoir pour conséquence un coup d'état à Bangkok, qui aurait assuré aux Communistes le pouvoir sans grand frais. Cependant l'opération n'était pas sans inconvénients. L'aide américaine au Siam n'aurait pas soulevé de difficultés à Eisenhower comme l'aide aux Français d'Indochine et le conflit du Sud-Est asiatique se serait trouvé immédiatement internationalisé.

L'internationalisation du conflit.

Hier encore c'est ce qui était pratiquement décidé; une plainte en agression allait être déposée conjointement par la France, les Etats associés et le Siam contre les Sino-Vietnamiens envahisseurs. Cette procédure évitait toutes les difficultés que soulevait une requête de la France seule au nom du Laos, difficultés qui avaient fait hésiter le gouvernement français. On sait que M. Bidault y était personnellement opposé et ses arguments n'étaient pas sans valeur. Par contre une plainte où le Siam était partie ne pouvait plus être combattue par les Etats arabo-asiatiques membres de l'O.N.U. ni servir de prétexte à une agitation nouvelle au sujet de l'Afrique du Nord Française.

L'abandon de l'offensive.

Là-dessus tout paraît indiquer que

l'offensive du Viet-Minh au Laos va tourner court. Peut-être n'était-ce qu'un sondage, ce qui est vraisemblable étant donné les difficultés d'une campagne militaire à la veille de la saison des pluies. Sondage politique et sondage militaire. Les Vieti espéraient sans doute prendre de vitesse les défenseurs de Louang-Prabang et de Vientam. Mais la rapidité des moyens de concentration et l'hostilité des Laotiens à l'invasisseur ont montré l'opération irréalisable. D'où l'ajournement probable à l'automne de mouvements dans cette direction.

Il se peut aussi et toutes ces raisons ne s'excluent pas entre elles, que Moscou ait senti que l'offensive vers le golfe du Siam n'embarrait pas le gouvernement américain et par ailleurs rendait la France et les Etats-Unis complètement solidaires sur ce théâtre d'opérations et par voie de conséquence dans les autres questions qui intéressent Moscou. La résistance des parlements à la ratification du traité d'armée européenne en particulier se serait trouvé très affaiblies si Français et Américains avaient combattu de concert, les uns en Indochine et les autres au Siam. Quoiqu'il en soit les puissances communistes ont jugé préférable de ne pas insister.

La situation va donc évoluer à nouveau sur le plan diplomatique avec toute la lenteur accoutumée et les véritables intentions de Moscou et de Pékin demeurent obscures. Il se peut qu'ils ne soient pas encore fixés et pour eux le temps ne compte guère.

L'ajournement de la ratification à Bonn.

Ils sont d'autant moins pressés que le traité d'armée européenne est de nouveau en suspens et ajourné pour un temps indéterminé. Nos lecteurs savent que le vote hostile du Bundesrat à Bonn a mis du côté allemand le traité en panne pour un mois au moins et sans doute davantage et que les élections en Allemagne auront lieu fin août. Les Soviétiques ont par conséquent tout le temps de réfléchir et aucune raison de s'engager à l'avance. On assiste par ailleurs à un raidissement des milieux politiques allemands qui rendent la tâche de plus en plus difficile au chancelier Adenauer dans des desseins de politique extérieure.

La convertibilité du Deutch Mark.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises la puissance de l'Allemagne Occidentale s'affirme et les Allemands ne mettent pas longtemps à en prendre conscience. Après un fléchissement en hiver, la production de la République fédérale repart rapidement; la conquête des débouchés extérieurs se poursuit; la balance commerciale de mars n'a jamais été aussi favorable tandis que celle de la France retombe au plus profond déséquilibre. Meux encore, le Deutch Mark allemand, devise jeune de cinq ans, est en train de devenir convertible. Un marché libre de devises fonctionne à Francfort. Les Allemands devançant l'Angleterre sur le chemin de la convertibilité et les Britanniques s'en montrent si inquiets que les ministres allemands vont en discuter à Londres.

9 mai 1953

La Vie Internationale

Retour à la Diplomatie

Enfin l'Allemagne de Bonn est en passe de retrouver son crédit en ratifiant l'accord de Londres sur les dettes d'avant-guerre et négocié à Berne et aux Etats-Unis l'obtention de crédits nouveaux pour son industrie en expansion. Il est normal que comparant ces progrès avec les piètres résultats obtenus en Angleterre et en France, les Etats-Unis comptent — à regret d'ailleurs — plus sur Bonn que sur Paris pour soutenir la défense commune.

Le succès de l'économie libre.

Il faut dire aussi et nettement que ces résultats indiscutables ont été obtenus conformément aux plans américains par la politique d'économie libérale suivie rigoureusement par le gouvernement Adenauer et son ministre Ehrlich. A moins d'être aveuglés par la passion politique et les théories abstraites, on ne peut nier un fait évident: les pays qui ont trouvé ou conservé la vraie prospérité sont ceux qui ont suivi les chemins de la liberté économique. L'Allemagne, la Belgique, la Suisse pays où l'on travaille sans grève pour le bien commun dans le système qui a fait ses preuves. Les embarras actuels de la Suède, la crise en Argentine pour ne rien dire de la détresse des satellites de l'U.R.S.S. montrent à l'évidence que ni le socialisme ni le totalitarisme ne peuvent sur le terrain économique se mesurer avec le système dit capitaliste si décrié et pourtant le mieux adapté aux données économiques et peut-être, tout bien pesé aux autres.

CRITON.